Roger Dufraisse

L'Influence de la Politique Economique Napoléonienne sur l'Economie des Etats du Rheinbund¹

Si Napoléon est, en Allemagne, directement et indirectement, responsable, de l'abolition du régime seigneurial et du régime féodal, de l'émancipation des paysans et de la sécularisation, on ne peut imputer cela à son désir d'appliquer une certaine politique économique car il s'agit, au premier chef, de mesures sociales qui n'eurent de conséquences économiques qu'indirectement et à plus ou moins long terme. C'est pourquoi il ne sera pas question, ici, de l'agriculture des états qui furent appelés à constituer la Confédération du Rhin. On s'étendra seulement sur leur commerce et sur leur industrie car ce furent les secteurs les plus affectés par la politique économique, consciente et volontariste, menée par le Premier Consul et par l'Empereur dans l'intérêt exclusif de l'économie française. C'est pourquoi l'expression «politique économique» ne doit pas être prise, ici, dans son sens doctrinal, mais dans son sens pratique. Il ne s'agit pas de savoir en quoi les idées et les principes d'économie, en vigueur dans la France napoléonienne, ont pu influencer la politique suivie par les souverains du Rheinbund en matière d'économie, mais de mesurer l'influence, sur la vie économique de leurs états, des mesures concrètes appliquées par Napoléon, d'une part pour favoriser l'économie française, de l'autre, pour porter à l'économie britannique des atteintes aussi dommageables que possible.

Ce n'est pas parce que la même année 1806 a vu la naissance de la Confédération du Rhin et la promulgation du fameux décret de Berlin, qu'il faut limiter aux seules conséquences du Blocus Continental l'étude des effets de la politique économique napoléonienne sur l'économie des états du Rheinbund. En effet, lorsque Bonaparte arrive au pouvoir, en novembre 1799, il hérite d'une politique économique aux principes de laquelle il restera fidèle, tout en s'efforçant de la mener avec plus d'efficacité. Sous son aspect défensif, la politique économique du Directoire reposait sur le régime douanier français, mis en vigueur sur le Rhin, entre l'Alsace et la frontière hollandaise, dès le 3 juillet 1798, et qui visait, d'un côté, à assurer les subsistances de la France, en interdisant les exportations de grains en période de disette et, de l'autre, à protéger l'industrie française contre la concurrence étrangère en lui réservant, en priorité, les matières premières du sol national, en lui permettant d'importer, aux meilleures conditions, celles que la France ne produisait pas et, bien entendu, en proscrivant, d'une manière absolue, tous les produits fabriqués d'origine étrangère.

¹ De graves raisons matérielles ont empêché l'auteur de donner à son exposé l'ampleur qu'il souhaitait; il prie le lecteur de bien vouloir l'en excuser.

Sous son aspect offensif, la politique économique suivie depuis le Directoire, voire la Convention thermidorienne, visait à faire des pays soumis à l'influence de la France une chasse gardée pour les produits de son industrie, c'est-à-dire une source d'approvisionnements en matières premières et un marché où elle pourrait écouler sans entrave ses propres productions. Ce sont là les principes économiques du *Système continental*. Le Directoire tenta, également, d'interdire l'entrée des marchandises anglaises, denrées coloniales et produits de l'industrie, dans les pays allemands occupés par les armées françaises. C'était l'amorce du *Blocus Continental* dans lequel, avec plus ou moins de bonheur, Napoléon tenta d'entraîner tous ses alliés de la Confédération du Rhin, même ceux dont il n'occupait pas le territoire. Ce n'est d'ailleurs qu'avec la mise en application des décrets de Trianon et de Fontainebleau, respectivement du 5 août et du 18 octobre 1810, qu'il parviendra à constituer avec eux un front uni, relativement efficace, contre l'économie britannique.

Il faut savoir, qu'en gros, au moment de Brumaire, l'économie des pays appelés à former le Rheinbund n'avait pas eu trop à souffrir des deux grands principes qui avaient guidé la politique économique du Directoire: la subordination de l'économie continentale aux intérêts de l'économie française, la guerre aux produits anglais. Ils ont été envahis par les denrées coloniales et les produits fabriqués britanniques et ils ont vu s'accroître leur rôle dans le commerce de transit ainsi que dans la redistribution des marchandises anglaises et françaises sur le continent².

Le Premier Consul et l'Empereur restèrent fidèles aux principes posés par le Directoire ainsi qu'au conseil donné par Mongaillard le jour même de la signature de l'acte constitutif de la Confédération du Rhin, selon lequel «les princes et les Etats de l'Allemagne doivent être les lieutenants et pour ainsi dire les colonies continentales de l'Empire»³. Certes, Napoléon fit quelques concessions à ses alliés. Par exemple, entre juin 1804 et juin 1810, il autorisa les exportations françaises de céréales vers les pays de la rive droite du Rhin. Il réserva aussi à des ressortissants allemands des places dans les guildes de bateliers du fleuve; ceux-ci constituèrent 36,5% des effectifs dans celle de Mayence (64 sur 174) et 19% dans celle de Cologne (29 sur 154), soit en tout 28,4% (94 sur 328)⁴. En obligeant les états de la Confédération à appliquer, à partir

² Pour l'influence de la Révolution française sur l'économie allemande: Roger Dufraisse, Les relations économiques entre la France révolutionnaire et l'Allemagne, dans: *Francia* 12 (1983) 214-248.

³ Marcel Dunan, Napoléon et l'Allemagne. Le système continental et les débuts du royaume de Bavière, (Paris, n.éd. 1947) 333.

⁴ Calculé selon les données numériques fournies par Joseph Franz Ockhardt, Der Rhein nach der Länge seines Laufs und der Beschaffenheit seines Strombettes mit Beziehung auf dessen Schifffahrtsverhältnisse betrachtet. Ein Beitrag zur näheren Kunde der deutschen Flußschiffahrt, (Mainz 1816). Cf.: Christian Eckert, Rheinschiffahrt im XIX. Jahrhundert, dans: Staats- und Sozialwissenschaftliche Forschungen, hrsg. v. Gustav Schmoller, Bd. 18 Heft 5, (Leipzig 1900) 43 suiv. Roger Dufraisse, Les organisations professionnelles de la batellerie à Cologne. Des tribus de l'Ancien Régime à la guildes napoléonienne, dans: Actes du 92ème Congrès National des Sociétés Savantes, (Strasbourg et Colmar 1967) Section d'Histoire Moderne et Contemporaine, tome II, le Commerce et l'Industrie, 306-308. Dans la manière dont Napoléon organisa la navigation rhénane se vérifia le mot de Chaptal (lettre du 5 octobre 1807), selon lequel l'Empereur „manifesta

d'août 1810, le tarif de Trianon sur les denrées coloniales et les cotons en laine, il les autorisait, du même coup, à les importer et renonçait à réserver ces derniers, en priorité, à l'industrie française. En 1811, il accorda des licences d'exportation pour les grains aux négociants de Rostock⁵. Au total, néanmoins, cela pèse peu en face de la suppression de toutes les faveurs que le Directoire avait accordées aux produits industriels du pays de Berg et au fait que tous les produits fabriqués allemands furent traités, par les douanes françaises, comme s'ils étaient anglais.

Il n'empêche que la politique napoléonienne n'a enregistré qu'un demi-succès dans sa chasse aux produits britanniques et dans ses tentatives de subordonner l'économie des états du Rheinbund à celle de son empire. L'examen de cette semi-réussite ou de ce semi-échec, dans ces deux domaines, permet de mieux comprendre quelles conditions Napoléon imposa, dans le Rheinbund, au fonctionnement de l'économie.

Avant 1810, la chasse aux produits anglais ne fut menée avec quelque rigueur, que dans les états gouvernés par un Napoléonide et dans les régions occupées par les soldats et par les douaniers français. La manière dont se présentent les sources britanniques rend difficile une étude précise de ces problèmes⁶ et ce, d'autant plus, que beaucoup de marchandises britanniques ne faisaient que traverser le Rheinbund à destination de la Prusse, de la Pologne, de la Russie, de la Hongrie, de la Turquie, de la Suisse, voire de la France ... par les voies de la contrebande. Il est patent que Napoléon n'a pas réussi à fermer complètement la Confédération du Rhin aux produits fabriqués et aux denrées coloniales d'origine anglaise, pas plus qu'il n'est parvenu à empêcher complètement les exportations allemandes (laine, bois, grains) vers la Grande-Bretagne (cf. tableaux I, II, III, IV).

Si pour tenir compte de la contrebande on compare, ainsi que l'a fait M. Kutz, les échanges de l'Angleterre avec „l'Allemagne“, d'une part, avec les pays de l'Europe du Nord et Nord-Ouest (Hollande et Belgique, „Allemagne“, Hélioland, Prusse, Danemark, Suède), de l'autre, on s'aperçoit que, dans un cas comme dans l'autre, ils n'ont jamais, à partir de 1803, retrouvé leur niveau record de 1802, aussi bien pour les marchandises coloniales que pour les objets fabriqués⁷.

son intention bien arrêtée de ne sacrifier aucune des villes de la rive gauche en faveur de la rive droite“, cité par *Charles Schmidt*, *Le Grand-duché de Berg (1806–1813). Etude sur la domination française en Allemagne sous Napoléon Ier*, (Paris 1905) 338 et par *Eberhard Gothein*, *Geschichtliche Entwicklung der Rheinschiffahrt im XIX. Jahrhundert*, dans: *Schriften des Vereins für Sozialpolitik* 101 (1903) 18.

⁵ *Affaires Etrangères Paris* (en abrégé A.E.P.), *Correspondance Consulaire* (en abrégé C.C.) Rostock 2 (1810–1811).

⁶ Les sources anglaises font figurer dans la rubrique „Allemagne“, tous les pays germaniques à l'exception de la Prusse et, par conséquent, ne donnent aucune indication sur les états du Rheinbund. *Martin Kutz*, *Deutschlands Außenhandel von der französischen Revolution bis zur Gründung des Zollvereins*, in: *VSWG Beiheft* 61 (1974) 21 et suiv., 285–287, 294, 296.

⁷ *Martin Kutz*, *Die Entwicklung des Außenhandels Mitteleuropas zwischen Französischer Revolution und Wiener Kongreß*, dans: *Geschichte und Gesellschaft* 6/4 (1980) 539–541.

Valeur officielle des exportations de la Grande-Bretagne (100 = 1802)

	marchandises coloniales		produits fabriqués	
	vers l'Europe du N. et du N.-W.	vers «l'Allemagne»	vers l'Europe du N. et du N.-W.	vers «l'Allemagne»
1802	100	100	100	100
moyenne 1803-1812	60,6	21,5	63,6	28,9

Dans un sens comme dans l'autre, les années les plus difficiles furent: 1804-1805, 1807-1808, 1811-1812. La principale conséquence de cette diminution des échanges germano-britanniques fut le renchérissement des denrées coloniales: sucre, café, tabac. La contrebande dut être particulièrement forte dans les années où les relations directes entre l'Angleterre et les pays allemands étaient particulièrement difficiles alors que se maintenaient mieux celles de la Grande-Bretagne avec les autres pays de l'Europe du Nord et du Nord-Ouest: 1804, 1805, 1807, 1809, 1810.

Au total, si Napoléon n'a pas pu fermer complètement la Confédération du Rhin aux marchandises anglaises du moins a-t-il sérieusement ralenti leur introduction. Il n'est pas davantage parvenu à asservir complètement l'économie des états du Rheinbund à l'économie française c'est-à-dire à faire de ceux-ci une «colonie de l'Empire». Certes, la solidarité économique entre la France et les pays de la Confédération s'est encore resserrée. De 1800 à 1813, les états du Rheinbund furent, sans interruption, ses premiers clients; de 1801 à 1804 et de 1809 à 1813, ils furent, également, ses premiers fournisseurs, ses seconds en 1800, ses troisièmes de 1805 à 1807⁸. En proportion, les importations françaises ont davantage augmenté que les exportations, mais le solde de la balance commerciale est toujours demeuré en faveur de la France (cf. tableau IV).

	importations allemandes	exportations allemandes	taux de couverture des import. allemandes
an VII	100	100	40,1%
moyenne 1800-1813	128,5	208,5	65,1% ⁹

Il faut signaler que beaucoup de produits indiqués, dans les sources françaises, comme originaires de la Confédération: cotons en laine, matières tinctoriales exotiques, denrées coloniales, épices, n'avaient fait que transiter à travers ses territoires.

Dans le secteur des subsistances, les échanges demeurèrent en faveur de la France (tableau VII). Les pays de la Confédération du Rhin absorbèrent, soit pour leur propre consommation, soit aux fins de redistribution à l'étranger, une part plus grande des ex-

⁸ Classement établi d'après Archives Nationales Paris (en abrégé A.N.P.) F 12/251.

⁹ Calculé d'après A.N.P. F 12/251.

Composition des importations du Rheinbund en provenance de France et évolution indiciaire (100 = an VII) (cf. tableau V)

	subsistances	matières premières et métaux	produits fabriqués
moyenne 1787–1789	15,5% (26,3)	4,0% (9,2)	79,3% (33,9)
an VII	16,2% (100,0)	18,8% (100,0)	70,3% (100,0)
moyenne 1800–1813	20,0% (157,0)	17,6% (174,7)	54,3% (98,2) ¹⁰

Composition des exportations du Rheinbund vers la France et évolution indiciaire (100 = an VII) (cf. tableau VI)

	subsistances	matières premières et métaux	produits fabriqués
moyenne 1787–1789	11,7% (18,4)	36,1% (35,3)	50,3% (37,0)
an VII	18,1% (100,0)	36,9% (100,0)	36,3% (100,0)
moyenne 1800–1813	8,8% (101,5)	49,9% (391,4)	25,8% (152,5) ¹¹

portations françaises de subsistances, en premier lieu les vins et les eaux-de-vie, de 1804 à 1810, ils achetèrent une notable quantité des excédents français de céréales (77% en 1807). Le rôle du Rheinbund dans le transit international fut illustré, en particulier, par le fait que, de 1800 à 1802 et de 1807 à 1809, l'essentiel des importations françaises de subsistances fut constitué par des denrées coloniales et des épices. Ce mouvement avait été amorcé sous la Révolution alors qu'avant 1789 on connaissait le mouvement inverse, la France étant, alors, le grand pourvoyeur de l'Allemagne en produits exotiques. A partir de la fin de 1810, se firent sentir les effets du décret de Trianon et la France exporta, à nouveau, des denrées coloniales vers les pays du Rheinbund mais dans des proportions notablement inférieures à celles rencontrées avant la Révolution.

Dans les échanges de produits fabriqués, la balance commerciale présentait, également, un solde positif en faveur de la France (tableau VII). Toutefois, deux remarques s'imposent: 1.) en proportion, les ventes des états de la Confédération ont davantage progressé que celles de la France; 2.) l'industrie française n'a pas submergé de ses produits les pays du Rheinbund comme certains milieux d'affaires français l'avaient espéré. Les ventes allemandes à la France ont toujours porté sur les mêmes produits: rubaneries diverses, toiles de lin et de chanvre, quincaillerie, mercerie et, jusqu'en 1806, toiles de coton et nankins qui, alors, constituèrent, en moyenne, 36% des exportations de produits industriels destinés à la France. Les cotonnades reparurent en 1810 et, jusqu'en 1813, le Rheinbund pourvut à 50% des importations françaises en ce domaine.

¹⁰ idem.

¹¹ idem.

Les exportations françaises de produits fabriqués n'ont pas fondamentalement changé dans leur nature. Les produits de l'industrie textile traditionnelle: draps, étoffes de laine, soieries, toiles de lin et de chanvre, reculèrent légèrement au profit de la mercerie, de la quincaillerie, de l'horlogerie. Les cotonnades françaises s'exportèrent mieux qu'auparavant mais comme les cotonnades de la Confédération du Rhin, elles aussi, se vendirent bien mieux en France, il faut admettre que l'industrie cotonnière du Rheinbund, considérée dans son ensemble, n'eut pas trop à souffrir de la concurrence française. Il est probable, mais nos connaissances actuelles ne permettent pas de le prouver, que les états allemands qui achetèrent des étoffes de coton à la France ne furent pas ceux qui lui en vendirent.

Le solde dans les échanges de matières premières a été très favorable à la Confédération (tableau VII), ce qui ne veut pas dire que, dans ce domaine, elle soit devenue une colonie de l'Empire français. En effet si les importations de laines allemandes augmentèrent de façon sensible, celles de produits non originaires du Rheinbund, mais ayant transité par lui: cotons en laine, soie, plantes tinctoriales, progressèrent bien davantage. Certaines années les cotons en laine dominèrent de façon outrancière; en l'an VIII, ils constituèrent 52% des importations de matières premières et 50% en 1809¹².

Dans les exportations françaises de matières premières, les cuirs et les tabacs en feuilles qui n'apparaissent pas avant la Révolution tinrent le premier rang devant la soie grège. On a souvent écrit que Napoléon avait voulu priver de matière première les industries allemandes de la soie, d'une part pour les mettre hors d'état de concurrencer leurs homologues françaises et, de l'autre, pour permettre à ces dernières d'accroître leurs ventes outre-Rhin. Il est exact qu'il a réservé, en priorité les fournitures d'Italie à la soierie française et en a exclu celles de la Bavière et du duché de Berg, mais il faut reconnaître qu'une fois les besoins français satisfaits, il a pu autoriser les sorties de matières premières d'origine française vers les pays de la Confédération, ce qui empêcha la paralysie complète de leur industrie de la soie.

L'examen des relations commerciales entre les états du Rheinbund, pris en bloc, et la France, montre, au total, à l'évidence, qu'ils ont constitué un débouché de choix pour les produits de son agriculture, tout en demeurant, soit directement, soit indirectement, de grands fournisseurs de matières premières pour son industrie. On pourrait donc parler, entre l'Empire français et ses alliés allemands, de relations économiques du type de celles qui unissaient colonisants et colonisés, si, en revanche, il n'apparaissait que, globalement du moins, l'industrie française n'est pas parvenue à subjuguier celle de la Confédération. Dans ces conditions, on ne peut donc parler de plein succès pour Napoléon.

Demi-succès ou demi-échec dans la lutte pour exclure l'Angleterre du marché allemand, demi-succès ou demi-échec dans les tentatives pour instaurer de façon absolue l'hégémonie économique de la France sur l'Allemagne, l'Empereur n'a pu parvenir à ses fins pour deux séries de raisons. Les unes tenaient au fait que la réussite de ses initiatives dépendait, pour beaucoup, du zèle des princes de la Confédération du Rhin et

¹² idem.

de celui de ses propres agents pour les appuyer, zèle qui, dans un cas comme dans l'autre, leur fit souvent défaut. Les autres venaient de ce que, malgré ses progrès incontestables, l'industrie française n'était ni en état d'anéantir complètement l'industrie allemande, ni en mesure de prendre, sur les marchés d'outre-Rhin, la place de l'industrie anglaise. En dépit de cela, la politique économique napoléonienne n'en a pas moins affecté profondément l'économie des pays de la Confédération.

Tout d'abord, les souverains des différents états cessèrent d'être absolument maîtres de mener la politique économique qui leur plaisait, du moins en matière de commerce extérieur. Napoléon n'eut de cesse qu'ils appliquassent, aux produits britanniques, les mesures dont ceux-ci faisaient l'objet en France. On sait que pour lutter plus efficacement contre la fraude, il annexa, à la France, en décembre 1810, tout ou partie du territoire de certains états qu'il avait regroupés dans le Rheinbund en 1806: 1.) une partie du grand-duché de Berg qui fut, partiellement, dédommagé par la cession qui lui fut faite du comté de Recklinghausen appartenant au duc d'Arenberg, 2.) les possessions des deux branches princières de Salm, 3.) le bailliage de Meppen, reste de la principauté du duc d'Arenberg, 4.) le duché d'Oldenbourg, 5.) une partie considérable du royaume de Westphalie. Toutefois, l'on s'aperçoit que les décrets de 1810, notamment celui de Trianon, furent beaucoup mieux appliqués dans les états de la Confédération, que ne l'avait été celui de Berlin, probablement parce que la perception de très lourdes taxes douanières constitua une aubaine pour les Trésors Publics.

La politique économique menée par l'Empereur imposa à l'économie de chacun des états du Rheinbund de vivre dans une atmosphère dépourvue totalement de la sérénité, du sentiment de sécurité et de la certitude dans les lendemains, nécessaires aux grandes entreprises et aux grands desseins. Ne pouvant s'appuyer sur des données sûres, tant dans le domaine des approvisionnements que dans celui des débouchés, le grand commerce et l'industrie – les deux secteurs les plus profondément affectés – prirent le caractère d'une spéculation gigantesque et mouvementée, où l'on pouvait gagner ou perdre gros, ou tantôt gagner et tantôt perdre.

L'influence de la politique économique napoléonienne sur les fonctions commerciales des pays de la Confédération du Rhin fut, essentiellement, marquée par un fort renchérissement de certaines matières premières et des denrées coloniales, par une valorisation du rôle de ces états dans le transit international, par un renforcement du capitalisme commercial et bancaire.

Trois facteurs contribuèrent principalement à la hausse des prix: la pénurie plus ou moins grande, née des obstacles mis par Napoléon à l'introduction de certains produits sur le continent, les lourdes taxes qui frappèrent ceux-ci, surtout à partir de 1810 (tarif de Trianon), le fait qu'ils n'arrivaient le plus souvent à leur destination que par la contrebande, donc à des conditions plus onéreuses que par le commerce légal.

A Leipzig, entre la foire de Pâques 1807 et celle de 1813, le prix moyen du café s'est établi à l'indice de 135,3 (100 = prix de la foire de Pâques 1806); le niveau le plus bas fut celui de Pâques 1807: 96,6 et le plus élevé celui de Pâques 1812:183. Dans les mêmes conditions, le prix du sucre en pain s'établit à 225, 2; niveau le plus bas, Pâques 1807:93,9, le plus élevé, Pâques 1813 (348,3). Quant au sucre raffiné, l'indice des prix passa de 94,4 (Pâques 1807) à 308,4 (Pâques 1810) et 361,1 (Pâques 1813). On le voit,

des hausses qui parurent d'autant plus fortes qu'elles se produisirent sur une période relativement brève. Des augmentations de prix comparables frappèrent les matières premières importées, notamment le coton, d'où des répercussions sur les prix de revient de l'industrie. A Leipzig, par exemple, le prix moyen du coton du Brésil se situa à 184,0 entre Pâques 1807 et Pâques 1814 (100 = Pâques 1806) avec un minimum de 109,8 à Pâques 1807 et un maximum de 323,7 en septembre 1808. Pendant la même période, le coton de Géorgie afficha 175,6 avec un minimum de 76,1 à Pâques 1812 et un maximum de 234,3 en septembre 1808. Pour celui de Macédoine, la moyenne indiciaire entre 1807 et 1813, sera de 128,2, avec une pointe à 186,3 au printemps de 1808 et un „creux“ à 94,1 durant l'année 1812¹³.

Les états du Rheinbund connurent un accroissement de leur rôle dans le transit international en raison des difficultés rencontrées par le commerce maritime qui donnèrent de plus en plus d'importance aux routes terrestres dans les échanges internationaux. Le Rheinbund, en effet, était traversé par tous les grands courants transeuropéens : Nord-Sud, Est-Ouest, Sud-Est-Nord-Ouest. Une bonne partie de ce transit intercontinental s'effectua en contravention avec les mesures édictées par Napoléon, c'est à dire par les voies de la contrebande, activité considérable dont il est, malheureusement, impossible de mesurer l'ampleur face à celle du commerce licite. La contrebande mériterait, à elle seule, une étude particulière; on se bornera, ici, à dégager quelques-unes de ses caractéristiques¹⁴. Les historiens ont surtout étudié la contrebande qui se faisait en direction de la France à travers les territoires de la Confédération. Il faut savoir qu'elle s'exerça, également, pour approvisionner les états allemands en marchandises prohibées par la législation napoléonienne : cotons en laine, denrées coloniales, produits fabriqués anglais. Le Rheinbund fut même traversé par des courants de contrebande qui ravitaillaient l'Angleterre en soie d'Italie¹⁵! Des marchandises anglaises arrivaient aussi à Livourne après avoir traversé l'Allemagne¹⁶. Ce qui frappe, c'est l'ampleur géographique de ce que Napoléon considérait comme un fléau : deux exemples vont le prouver. A l'automne de 1810, deux rapports rédigés par des agents français chargés d'étudier la fraude entre les états allemands, d'une part et, de l'autre, la

¹³ Les indices ont été calculés d'après A.E.P. C.C. Leipzig 1 (évolution hebdomadaire des prix des cotons entre mars 1811 et mars 1813) et *Albin König*, Die sächsische Baumwollindustrie am Ende des vorigen Jahrhunderts und während der Kontinentalsperre, (Leipzig 1899) 221-222, 225. Pour les variations des prix du sucre et du café à Münster, *Monika Labrkamp*, Münster in Napoleonischer Zeit 1800-1815. Administration, Wirtschaft und Gesellschaft im Zeichen von Säkularisation und französischer Herrschaft, (Quellen und Forschungen zur Geschichte der Stadt Münster, N.F. 7/8, Münster 1976) 316-318.

¹⁴ Pour la contrebande, en particulier dans les pays rhénans, *Roger Dufraisse*, Contrebandiers normands sur les bords du Rhin à l'époque napoléonienne, dans : *Annales de Normandie* (1961) 209-232. *Du même*, La contrebande dans les départements réunis de la rive gauche du Rhin à l'époque napoléonienne, dans : *Francia I* (1972) 508-536. *Du même*, Commerce, contrebande et formation du capital dans les pays de la rive gauche du Rhin à l'époque napoléonienne, dans : *Privatkapital, Staatsfinanzen und Reformpolitik im Deutschland der napoleonischen Zeit*, hrsg. v. *Helmut Berding*, (Ostfildern 1981) 10 à 26.

¹⁵ *François Crouzet*, L'économie britannique et le blocus continental, (Paris 1958) 39, 175, 337.

¹⁶ *idem*, 178.

France et accessoirement la Suisse, signalèrent dans 12 états de la Confédération, il est vrai presque tous voisins du Rhin, 93 localités dans lesquelles la contrebande était pratiquée de façon active¹⁷. Lorsque fut inaugurée, à l'automne de 1810, la politique de brûlements des produits de l'industrie anglaise, le *Moniteur* signala qu'entre le 16 novembre et le 18 décembre, il y avait eu 53 «autodafés» dans 44 villes appartenant à 27 états du Rheinbund¹⁸. Intervenant, tant bien que mal, pour rétablir la circulation des marchandises, la contrebande constituait, en elle-même, une activité fort lucrative, faisant vivre un grand nombre de gens pour qui elle constituait, soit l'activité principale, soit une activité secondaire. En 1809, les insurgés du Tirol et du Vorarlberg, eux-même, n'hésitèrent pas à s'y adonner, ne serait-ce que pour se procurer des armes¹⁹. Il faut sans cesse avoir présent à l'esprit que, pour des raisons faciles à deviner, les bénéfices de la fraude étaient toujours supérieurs à ceux que procurait le commerce légal, ce qui explique pourquoi tant de maisons honorables du commerce et de la banque s'y livrèrent sur une grande échelle.

Quoi qu'il en soit, les mesures napoléoniennes frappèrent durement les puissances maritimes du Rheinbund, l'Oldenbourg et son port de Varel, le Mecklembourg-Schwerin avec Wismar et Rostock. Toutefois, Varel profita des blocus successifs des estuaires de l'Elbe et du Weser par les Anglais (1803–1806). Grâce à ce port, le duché d'Oldenbourg devint un actif foyer de contrebande, surtout en 1808–1809. Son annexion à l'Empire (octobre 1810) devait mettre fin à cette «brillante» période²⁰. Il faut nuancer l'opinion de Stühr, selon laquelle les années 1808–1809 avaient constitué, pour Rostock, „eine gewisse Blüte-Zeit“. En effet, après une assez brillante période en 1803–1804, provoquée par le blocus anglais de Brême et de Hambourg, le commerce du port traversa des moments difficiles²¹. En 1809, il en sortit à peu près 200 navires, contre 640 en 1783 et 547 en 1784. Ce recul était très insuffisamment compensé par le fait que Rostock devint, entre juin 1809 et décembre 1813, un nid de corsaires français attaquant les convois anglais dans la Baltique²².

Le commerce du Rhin²³, lui aussi, fut profondément transformé. On assista à un recul considérable du transit au bénéfice de ce que les sources contemporaines appelaient le commerce spécial, c'est à dire les importations et les exportations des seuls pays riverains. De plus, les importations en provenance de France l'emportèrent sur les exportations allemandes, encore que les statistiques ne tiennent pas compte de la

¹⁷ A.N.P. F 7/6549 dos. 2063.

¹⁸ *Moniteur*, numéros des 9, 16, 17, 20, 22, 24 décembre 1810.

¹⁹ D'après *Bernard de Cérenville*, *Le système continental et la Suisse 1803–1813*, (Lausanne 1906), cité par *Marcel Dunan*, *Napoléon et les cantons suisses d'après de récentes publications*, in: *Revue des Etudes Napoléoniennes* (1912) 213.

²⁰ *Crouzet*, (comme n. 15) 131, 134–137, 170–171, 438–440, 593–594.

²¹ *Friedrich Stühr*, *Die Kontinentalsperre in Mecklenburg (1806–1813)*, dans: *Jahrbuch des Vereins für mecklenburgische Geschichte LXXI* (1906) 325–364, cité d'après *Marcel Dunan*, *Le système continental*. *Bulletin d'Histoire économique (1900–1913)*, in: *Revue des Etudes Napoléoniennes III* (1913/I) 141–142.

²² A.E.P. C.C. Rostock 1 (1780–1809) et 2 (1810–1811).

²³ A.N.P. F 14/580 B. *Joh. Jakob Eichhoff*, *Topographisch-statistische Darstellung des Rheins mit vorzüglicher Rücksicht auf dessen Schiffahrt und Handlung*, (o.O., 1. Oktober 1814) 67 et suiv.

contrebande qui dut augmenter le volume de ces dernières dans une proportion malheureusement impossible à préciser. Enfin, à partir de 1809, l'on assista à une nette diminution du trafic fluvial.

Ces changements se traduisirent par un renversement des courants commerciaux traditionnels. Avant la période française le trafic Nord-Sud était le plus important, à l'époque napoléonienne, ce fut le contraire.

Trafic du port de Düsseldorf (en quintaux métriques)

	1808	1809
courant Nord-Sud	99 915 (9,5%)	189 707 (13,2%)
courant Sud-Nord	940 922 (90,4%)	1 245 231 (86,7%) ²⁴

Trafic du port de Ruhrort y compris les marchandises entrant et sortant de la Ruhr (en quintaux métriques)

	1807	1808	1809
courant N-S	1 060 798 (60,8%)	942 782 (45%)	1 024 627 (41,4%)
courant S-N	684 106 (39,2%)	1 151 561 (55%)	1 448 974 (51,6%) ²⁵

Le courant Sud-Nord l'emporta en raison du recul des importations de denrées coloniales en provenance de Hollande et par suite de l'accroissement du commerce du bois, dans lequel les pays de la Confédération du Rhin, notamment le Bade et le Wurtemberg renforcèrent leur position aux dépens de la rive gauche du Rhin devenue française.

Volume des bois transportés par le Rhin en Hollande (en quintaux métriques)

	1806	1807	1808	1809
	307 591	465 451	844 781	1 186 418 ²⁶

Part des forêts du Rheinbund dans le commerce rhénan du bois

	1807	1808	1809
bois de chauffage		64,0%	
bois de marine et de construction	94,7%	95,6%	96,8% ²⁷

²⁴ Calculé d'après A.N.P. F 14/580/B. Les chiffres concernent les marchandises débarquées et embarquées à Düsseldorf ainsi que les trains de bois pour la Hollande passant devant ce port.

²⁵ Calculé d'après A.N.P. F 14/580 B.

²⁶ idem. Voir aussi *Roger Dufraisse*, Flottes et flotteurs de bois sur le Rhin à l'époque napoléonienne, dans: Actes du 88ème Congrès National des Sociétés Savantes. Clermont-Ferrand 1963. Section d'Histoire moderne et contemporaine, (Paris 1964) 691.

²⁷ Calculé d'après A.N.P. F 1a/304-311 et F 14/580 B.

Le transit par voie de terre contrasta vigoureusement, par son activité, avec l'engourdissement du trafic rhénan. Au fur et à mesure que Napoléon étendait son emprise sur les côtes du Nord et du Sud de l'Europe, les courants Nord-Sud se déplacèrent vers l'Est et le transit par les routes balkaniques, vers le Nord.

Dès l'installation des douanes françaises sur le Rhin (1798), une grande partie du trafic, jusqu'alors assurée par le fleuve, se fit au moyen du roulage sur la rive droite. Le transit et la contrebande empruntèrent alors la route Amsterdam-Rotterdam-Düsseldorf-Francfort. Quand les Anglais bloquèrent les ports belges et hollandais, Hambourg, mais aussi Varel, Embden, Brême, devinrent têtes de ligne du trafic qui gagnait Francfort ou Leipzig et, au delà, la Pologne, la Russie, voire la Turquie. L'occupation du Hanovre, puis de tout le littoral hanséatique, par les troupes françaises, à partir de 1803, entraîna un partage du trafic entre les ports hollandais et ceux de la Baltique. A partir de 1808, l'installation des Anglais à Hélioland redonna vie à tous les courants partant de Hambourg et de ses environs. A partir de 1810, après l'annexion à la France du littoral allemand de la mer du Nord et de la Hollande, nouveau déplacement vers l'Est en direction de Stettin, Dantzig, Königsberg, d'où les marchandises gagnaient Leipzig, puis Francfort. En 1812, la guerre avec la Russie entraîna une reprise du trafic illicite par les villes hanséatiques²⁸.

Sur ce que l'on peut appeler le front du Sud-Est, la Bavière devint le pays de transit, pour les cotons d'Orient (Macédoine, Turquie, Géorgie) entre Trieste, l'Allemagne, la France et la Suisse, voie bientôt suivie par les marchandises coloniales d'Amérique ou d'Angleterre déclarées comme originaires d'Orient²⁹. Par Corfou et la Dalmatie, ou par Salonique et l'Illyrie, puis par Vienne et le sud de l'Allemagne, pouvaient arriver à Calais, selon le mot de J.-B. Say, des marchandises venues de l'autre côté du détroit par un détour équivalent, en frais, à deux fois le tour de la terre³⁰! En 1809, l'installation des Français à Trieste coupa, momentanément, la liaison de cette ville avec Munich mais, dès octobre 1810, on constata que les courants commerciaux avaient repris, mais en changeant de direction. Vienne était devenue le noeud du trafic venant de Prusse ou de Russie par la Pologne et la Moravie, via la Saxe, elle aussi grande bénéficiaire du transit terrestre, et du courant originaire de Brody, Jassy, Odessa et Salonique. Toutes les routes conduisant à la capitale autrichienne, et aussi à Leipzig, étaient encombrées

²⁸ A.E.P. C.C. Leipzig I (10.8.1812). A.E.P. Correspondance politique (en abrégé C.P.) Allemagne 740, Bulletin de Francfort (2 oct. 1810). A.N.P. Affaires étrangères B III/426. Cf. *Dunan*, (comme n. 3) 284, 286, 302, 691. *Kutz*, (comme n. 6) 106. *Hermann Kellenbenz*, Verkehrs- und Nachrichtenwesen, Handel, Geld-, Kredit- und Versicherungswesen 1800–1850, dans: *Handbuch der deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte* hrsg. v. *Hermann Aubin* et *Wolfgang Zorn*, Bd. II, (Stuttgart 1976) 389–390.

²⁹ Sur les routes du Sud-Est de l'Europe, A.E.P. C.C. Leipzig 1; A.N.P. Affaires étrangères B III/426. *Dunan*, (comme n. 3) 304–320 et 695–706. *Marcel Blanchard*, Les routes des Alpes occidentales à l'époque napoléonienne (1796–1813). Essai d'étude historique sur un groupe de voies de communications, (Grenoble 1920) 57, 70, 365 à 377, 707 (étudie les efforts de Napoléon pour attirer le trafic du Levant, en territoire contrôlé par les Français à partir des provinces illyriennes). *Melitta Pivec-Stele*, La vie économique des provinces illyriennes (1809–1813), (Paris 1930).

³⁰ *Marcel Dunan*, L'Allemagne de la Révolution et de l'Empire, 2ème partie, 1800–1815, Les Cours de Sorbonne, (Paris 1954) 181.

de denrées coloniales. La vallée du Danube devenait «le canal par lequel les états de la Confédération s'approvisionnaient de marchandises anglaises». Jamais, Napoléon ne parvint à entraver sérieusement ce courant malgré tous les efforts qu'il déploya, à partir de 1810, pour attirer le trafic par les Provinces Illyriennes, l'Italie du Nord et la Suisse, c'est à dire par des territoires contrôlés par ses douaniers³¹.

Quels qu'aient été les tracés des grands courants commerciaux, les grandes places du négoce allemandes gardèrent toute leur importance, en Bavière, par exemple, Augsbourg, Nuremberg, Ratisbonne, Lindau, mais le premier rôle resta dévolu aux deux plus grandes villes de foires: Francfort et Leipzig. Les foires de Francfort furent, sans doute, moins florissantes que celles de Leipzig qui, plus éloignées des douaniers de l'Empereur, connurent un véritable «boom» à partir de 1806, mais la ville du Main n'en resta pas moins au centre des relations continentales; grâce à la contrebande, il s'y édificia des fortunes colossales qui revivifièrent les foires³².

Le négoce licite ou illicite sur les marchandises de l'industrie et du commerce anglais rapportait de gros bénéfices à ceux qui pouvaient le pratiquer en grand. On n'en veut pour preuve qu'après avoir abandonné la direction de la *Gute Hoffnung*, Krupp se lança dans le commerce des denrées coloniales, imité en cela par plusieurs maîtres de forges de la région de la Ruhr³³. Cela n'était qu'un des signes du renforcement du capitalisme commercial et bancaire que connurent les états de la Confédération du Rhin en raison de la politique économique napoléonienne. Certes, la contrebande recruta ses pratiquants dans tous les milieux, mais lancer une vaste entreprise de fraude n'était pas à la portée de tout le monde. Il fallait, au départ, des capitaux, des relations d'affaires, des réseaux d'information, tant pour nouer des contacts avec les firmes anglaises que pour constituer, en Europe, de gros dépôts de marchandises prohibées, que pour adapter les courants de trafic à l'extension progressive de la domination napoléonienne sur le continent. Il était donc normal de voir s'adonner à la contrebande les grandes firmes qui se livraient au commerce légal, soit sous la forme de l'expédition, soit sous celle de la commission, même s'il est impossible de savoir ce que, dans leurs activités, représentaient, l'un par rapport à l'autre, le négoce licite et les activités délictueuses. A l'époque napoléonienne, les grands marchands, non encore spécialisés, restèrent les moteurs de l'économie, pratiquant indifféremment, simultanément ou successivement: commerce, banque, production industrielle auxquels vinrent s'ajouter la fraude et l'assurance en matière de contrebande, l'une et l'autre camouflées derrière des activités licites. Les exemples de «confusion» entre les entreprises légales et celles qui ne

³¹ Ch. Schmidt, Napoléon et les routes balkaniques, dans: Revue de Paris (novembre 1912) 336.

³² Sur les foires de Francfort et de Leipzig, A.N.P. F 12/509-510, F 12/616-617, A.N.P. Affaires étrangères B III/426. Alexander Dietz, Frankfurter Handelsgeschichte, (Frankfurt u. Leipzig) Bd. I (1910) 104 suiv., Bd. IV (1925) 227 suiv. Paul Darmstaedter, Das Herzogtum Frankfurt. Ein Kulturbild der Rheinbundzeit, (Frankfurt 1901) 310-312, 320-322. Anton Schmitter, Die Wirkungen der Kontinentalsperre auf Frankfurt am Main, (Frankfurt 1910) (moins pessimiste que Dietz). Ernst Hasse, Geschichte der Leipziger Messen, (Leipzig 1885) VII et suiv., XV et suiv., 443-450. König, (comme n. 13) 30-31, 262, 267, 287-293.

³³ Guy Thuillier, La métallurgie rhénane de 1800 à 1830, dans: Annales E.S.C., Vol 16, (1961) 892.

l'étaient pas sont donc très nombreux. Ainsi, en 1810, est-il révélé que les dix plus importantes maisons de Francfort et «presque tous les commerçants de cette ville» se livrent à la fraude sur les tissus de coton et de laine notamment. On pense alors que les affaires illicites traitées par les frères Bethmann se montent à 150 000 florins, celles de Brentano et Meyer à 200 000, celles de Jakob-Friedrich Goutes à 120 000. On parlait aussi d'une firme d'origine française, celle de Gourard et fils, spécialisée dans l'introduction des marchandises anglaises, qui faisait aussi la banque et dut payer 618 266 francs de taxes pour ce qui fut trouvé chez elle lors des perquisitions effectuées en vertu du décret de Trianon³⁴. Toutes les localités situées sur les grands axes de trafic et sur les voies de pénétration de la contrebande dans l'Empire étaient devenues autant de dépôts de marchandises anglaises ou exotiques ce qui faisait le bonheur de leurs négociants, surtout lorsque leurs stocks échappaient aux confiscations (deux grandes vagues en 1806 et 1810–1811) et aux brûlements institués, en octobre 1810, par le décret de Fontainebleau, dont il est bon de rappeler qu'ils ne frappèrent que les produits de l'industrie et non les denrées coloniales et qu'il est faux d'écrire, comme certains l'ont fait, que l'on détruisit du café et du sucre devant des populations qui en étaient privées.

Parmi les gens qui surent le mieux profiter des nouvelles conditions imposées au commerce, il faut placer les banquiers. On citait, à Francfort, par exemple, le cas de la firme Hexer, une des plus riches de la ville qui, pratiquant l'introduction des marchandises anglaises, se consacra, de plus en plus, aux activités bancaires à partir de 1811³⁵. L'exemple des Rothschilds permet de comprendre comment Francfort est parvenue à développer considérablement ses fonctions financières, ses banquiers s'orientant d'autant plus facilement sur Londres que Napoléon tolérait la circulation des papiers d'affaires et des lettres de change entre le continent et l'Angleterre. Une des causes de l'ascension de l'illustre famille réside, sans doute, dans l'habileté avec laquelle elle sut s'adapter au Blocus Continental. Avant celui-ci, Mayer-Amschel s'était déjà signalé dans la négociation du papier venu de Grande-Bretagne. Son fils, Nathan, installé à Londres et à Manchester depuis 1798 en expédiait, en fraude, vers Francfort: tissus, tabac, sucre et autres denrées coloniales et pourvoyait l'Angleterre en laines d'Allemagne. Entre 1807 et 1811, à cinq reprises, la maison de Francfort eut maille à partir avec les douaniers et les policiers français pour des affaires de contrebande et s'en tira toujours, grâce à la protection du Prince-primat Dalberg. La famille se mit enfin en vedette lorsqu'il fallut adapter les deux systèmes de licences, l'anglais et le français. Ce fut la tâche de James, un autre fils de Mayer-Amschel, installé à Paris. Au total, le plus important est, sans doute, de souligner que les activités des Rothschilds confirment, dans le domaine financier et dans le domaine commercial, que la politique économique napoléonienne ne fit pas que des victimes en Allemagne³⁶.

Tous ces exemples montrent qu'une des conséquences immédiates de la politique napoléonienne fut de détourner d'éventuels investissements dans l'industrie, des capitaux qui s'orientèrent vers le grand commerce et la contrebande. A terme, toutefois

³⁴ A.N.P. F 7/6549 dos. 2063.

³⁵ idem et F 7/6551 dos. 2104.

³⁶ *Bertrand Gille*, Histoire de la maison Rothschild, I: des origines à 1845, (Paris 1963) 35–57. *Jean Bouvier*, Les Rothschild, (Paris 1967).

cela permit l'accumulation d'autres capitaux qui, ultérieurement, pourront jouer un grand rôle dans l'industrialisation.

A propos de l'industrie, la principale question qui se pose est de savoir si la politique napoléonienne a, ou non, favorisé son développement dans les pays du Rheinbund, notamment en mettant un frein à la concurrence britannique? Il faut se demander, aussi, si elle ne lui a pas été nuisible en faisant de la Confédération une chasse gardée pour l'industrie française et en fermant à ses propres productions certains de leurs débouchés traditionnels et surtout l'immense marché que constituait l'empire des 130 départements.

S'il faut mettre fin au mythe d'une industrie transrhénane aux prises aux pires difficultés face à celle de la rive gauche du Rhin devenue française et, de ce fait, favorisée de tout ce qui faisait défaut à la première en matière de débouchés et de protection contre la concurrence anglaise, il reste que les effets de la politique napoléonienne ont été, dans le Rheinbund, très différents selon les secteurs d'activité et selon les états. Ainsi, par exemple, dans les anciennes principautés d'Ansbach et de Bayreuth³⁷, la fermeture des marchés cis-rhéniens, italiens et d'outre-mer, mal compensée par l'intégration dans l'espace économique bavarois, de même que le renchérissement des matières premières causèrent des dommages à l'industrie du coton, à la miroiterie, à la tréfilerie alors que, d'un autre côté, le Blocus continental apporta une protection durable et efficace contre la concurrence de plus en plus pressante de l'industrie britannique. Au total, dans quelques cas, on assista dans ces régions à des progrès dans certains secteurs comme celui du coton (en dépit des difficultés signalées ci-dessus) mais, dans d'autres, à un ralentissement de l'activité des manufactures, voire à leur arrêt complet.

Les principales victimes de la politique économique napoléonienne furent les industries qui exportaient une notable partie de leur production hors d'Allemagne et qui étaient, déjà, en perte de vitesse. Ce fut, notamment, le cas de l'industrie du lin du Nord-Ouest de l'Allemagne (Münster, Osnabrück, Ravensberg, Lippe, Minden) qui dut interrompre ses livraisons de fil à l'Angleterre et ses livraisons de toiles à l'Espagne, au Portugal et à leurs colonies, autant de marchés qui ne furent jamais reconquis³⁸. L'industrie allemande de la soie stagna ou recula en raison de la concurrence française y compris celle des départements de la rive gauche du Rhin³⁹.

On connaît les causes du déclin, passager, de l'industrie du Grand-duché de Berg: fermeture des marchés français et italiens, puis portugais et espagnols aux exportations

³⁷ *Ortulf Reuter*, *Die Manufaktur im fränkischen Raum. Eine Untersuchung großbetrieblicher Anfänge in den Fürstentümern Ansbach und Bayreuth als Beitrag zur Gewerbe-geschichte des 18. und beginnenden 19. Jahrhunderts*, (Stuttgart 1961) 18, 20–21, 28–32, 34, 40, 42, 60, 70 suiv., 101, 112–116, 122, 136–137, 158.

³⁸ *Edith Schmitz*, *Leinengewerbe und Leinenhandel in Nordwestdeutschland 1650–1850*, (Schriften zur Rheinisch-Westfälischen Geschichte 15, Köln 1967) 56, 65, 82–90, 94. *Labrkamp*, (comme n. 13) 520–522.

³⁹ *Reuter*, (comme n. 37) 42; *Schmidt*, (comme n. 4) 325, 381. Sur l'influence de la fermeture des marchés extérieurs sur l'industrie bavaroise, *Wolfgang Zorn*, *Die wirtschaftliche Entwicklung Bayerns unter Max I. Joseph 1799–1825*, dans: *Wittelsbach und Bayern III/1. Krone und Verfassung. König Max I. Joseph und der neue Staat. Beiträge zur Bayerischen Geschichte und Kunst 1799–1820*, hrsg. von *Hubert Glaser* (München 1980) 285.

de quincaillerie, de rubannerie, de passementerie, de toiles, voire de cotonnades⁴⁰, à laquelle il faut ajouter le manque de capitaux. Il est un fait que les exportations de Wuppertal ne firent que décliner: 4 millions de thalers en 1800, 2,7 millions en 1807, 1 million en 1811⁴¹. En dépit de cela, il faut, sans doute se montrer moins pessimiste que Charles Schmidt. Si des industriels du Grand-duché s'installèrent dans les pays de la rive gauche du Rhin, c'est à dire en France, les plus solides d'entre eux conservèrent leurs établissements de la rive droite dont ceux fondés sur la rive gauche devinrent, en quelque sorte, les filiales⁴². Les pertes que ces chefs d'entreprises éprouvaient d'un côté étaient largement compensées par les bénéfices qu'ils réalisaient de l'autre. En outre, la crise du textile bergeois fut tardive, elle n'apparut qu'en 1809 et ne fut durement ressentie que parce qu'elle succédait à une longue période de prospérité commencée vers 1770. La fermeture des marchés traditionnels ne pouvait tout expliquer et sans doute faut-il, aussi, incriminer le vieillissement de certaines installations et le coût trop élevé de la main d'oeuvre⁴³. Dans la région de la Ruhr, l'industrie houillère ne semble pas avoir beaucoup progressé mais le Blocus Continental, en faisant monter le prix du charbon a permis aux entreprises de réaliser des profits exceptionnels qu'elles ont utilisés dans un grand effort de modernisation pour combler les retards techniques dont les exploitations souffraient face à celles des bassins belges et français⁴⁴. Comme l'a montré Guy Thuillier, les maîtres de forges commencèrent à s'intéresser aux marchés de l'Allemagne orientale qu'ils avaient jusqu'alors négligés et c'est ainsi que s'amorça le mouvement de bascule Ouest-Est de la métallurgie rhénane⁴⁵. Et puis il ne faut pas oublier qu'après 1818, l'industrie de l'ancien Grand-duché devenu prussien repartit vers de nouveaux et brillants progrès.

Les principales bénéficiaires de la politique économique napoléonienne furent les industries dont les approvisionnements en matières premières ne furent jamais interrompus de façon durable, qui ont été suffisamment protégées contre la concurrence anglaise pour ne pas être étouffées par elles et à qui la concurrence française et les fissures dans le Blocus continental ont évité l'atmosphère artificielle de «serre chaude» qui eût freiné les progrès techniques. Si la fabrication du sucre de betterave dut se contenter de simples débuts prometteurs en Saxe, en Bavière, dans le Grand-duché de Francfort⁴⁶, si les progrès techniques furent lents dans la métallurgie du fer où les es-

⁴⁰ Schmidt, (comme n. 4) 325, 381.

⁴¹ Wolfgang Hoth, Die Industrialisierung einer rheinischen Gewerbestadt. Dargestellt am Beispiel Wuppertal, (Schriften zur Rheinisch-Westfälischen Wirtschaftsgeschichte 28, Köln 1975) 120.

⁴² A.N.P. F 12/549-550 et F 12/1978. Schmidt, (comme n. 4) 335, 394-395, 398.

⁴³ Herbert Kisch, The Impact of the French Revolution on the Lower Rhine Textile Districts, dans: Econ.Hist.rev. 15 (1962) cité par Louis Bergeron, Remarques sur les conditions du développement industriel en Europe occidentale à l'époque napoléonienne, dans: Francia I (1973) 547-548. Voir aussi Charles Schmidt, L'industrie du Grand-duché de Berg en 1810, dans: Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine 5 (1903/04) 525-541, 601-622. Louis Bergeron, Les idées économiques du Préfet Beugnot, dans: Revue de l'Institut Napoléon Vol. 111 (1969) 79-82.

⁴⁴ Guy Thuillier, Les houillères de la Ruhr, Annales E.S.C. (1960) 885, 887-889, 891-892.

⁴⁵ Thuillier, (comme n. 33) 892.

⁴⁶ Sur l'apparition du sucre de betterave en Bavière, Dunan, (comme n. 3) 291. Pour la Saxe, Moniteur, 10 juillet 1812.

sais de fonte au coke et d'acier fondu «à l'anglaise» demeurèrent timides, si la machine à vapeur ne progressa que très lentement⁴⁷, l'industrie cotonnière profita pleinement des conditions favorables à son développement. Dans maint état apparut et se développa la filature mécanique et ce mouvement s'accompagna de grands progrès techniques également dans le tissage et l'impression des étoffes. Indirectement l'industrie mécanique (construction des machines) bénéficia de l'introduction de ces nouvelles techniques⁴⁸.

Entre 1806 qui marqua le début du coup de frein à la concurrence anglaise et 1812, il y eut une véritable Gründungswelle dans l'industrie textile du Grand-duché de Bade et du Wurtemberg, notamment dans le coton⁴⁹. La crise qui accompagna l'écroulement du Blocus continental ne put anéantir les progrès de l'époque napoléonienne.

C'est l'industrie cotonnière saxonne qui bénéficia le plus directement des mesures imposées par Napoléon. Déjà bien implantée à la fin du XVIII^e siècle, elle subit de plein fouet la concurrence anglaise entre 1798 et 1807, mais celle-ci recula très sensiblement en 1808, plus encore en 1809 et disparut à peu près complètement de 1811 à 1813. Les industriels saxons profitèrent de l'aubaine pour investir dans la mécanisation. En outre, ils surent conquérir de nouveaux marchés à l'Est et au Sud-Est du continent et lutter efficacement contre la concurrence française à l'intérieur du Rheinbund. D'avril à octobre 1810, plusieurs rapports parvinrent à l'Empereur et lui signalèrent que, dans la Confédération, la Saxe apparaissait comme le premier concurrent pour l'industrie française. L'un de ces rapports signale que, dans 16 états cette concurrence est particulièrement sévère, la proximité géographique de la Saxe expliquant, en partie, le meilleur marché de ses marchandises. Dans un autre, on peut même lire que, pour les cachemirs et les étoffes de coton, c'est dans toute l'Allemagne que la Saxe fait le plus grand tort à la France⁵⁰.

⁴⁷ *Thuillier*, (comme n. 33) 894–895. *Du même*, (comme n. 44) 888. Cf. *Hedwig Behrens*, *Mechanicus Franz Dinnendahl (1775–1826), Erbauer der ersten Dampfmaschinen an der Ruhr. Leben und Wirken aus zeitgenössischen Quellen*, (Schriften zur Rheinisch-Westfälischen Wirtschafts-geschichte 22, Köln 1970).

⁴⁸ Sur la mécanisation de l'industrie du coton en Saxe, outre *König*, (comme note 13) 299–320 et 332–334, voir *Rudolf Forberger*, *Die Manufaktur in Sachsen vom Ende des 16. bis zum Anfang des 19. Jahrhunderts*, (Berlin 1958) 289 et suiv., *Jürgen Kuczynski*, *Die Geschichte der Lage der Arbeiter unter dem Kapitalismus*, Bd. I, (Berlin 1961) 77–79. Pour le Bade, *Wolfram Fischer*, *Der Staat und die Anfänge der Industrialisierung in Baden 1800–1850*, (Berlin 1962) 135, 159, 194. Pour les progrès du machinisme dans l'industrie de la dentelle et le blanchiment du fil à Wuppertal, *Hoß*, (comme n. 41) 139, 143.

⁴⁹ *Fischer*, (comme n. 48) 158–159, 194, 230, 233, 245, 256, 271. *Reuter*, (comme n. 37) 29, 32, 38–40, 42, 60, 70 et suiv., 122. *Friedrich-Franz Wauschkubn*, *Die Anfänge der württembergischen Textilindustrie im Rahmen staatlicher Gewerbepolitik 1806–1868*, (Diss. Hamburg 1976) 34, 40 et suiv. Pour l'industrialisation de la Bavière, *Zorn*, (comme n. 39) et *Gerhard Slawinger*, *Die Manufaktur in Kurbayern 1740–1830*, (Stuttgart 1960).

⁵⁰ A.N.P. Affaires Etrangères B III/426, AF IV/1061, F 12/616–617 (rapports sur les foires de Leipzig et l'industrie saxonne); Moniteur 19 juillet 1809 (Bulletin de Francfort). *Eugen Tarlé* *Deutsch-Französische Wirtschaftsbeziehungen zur Napoleonzeit*, dans: *Schmoller Jahrbuch*, Bd. 35, (1914) 191. *König*, (comme n. 13) 275–276, 286–290.

Au total, il semble probable qu'à l'intérieur de la Confédération du Rhin, prise dans son ensemble, les pertes subies par les industries anciennes, du fait de la politique napoléonienne et aussi de la concurrence anglaise, ont été assez largement compensées par les progrès réalisés dans les industries représentant l'avenir⁵¹.

Pour conclure, il apparaît qu'il faille mettre l'accent sur quelques points et retenir, tout d'abord, que la politique napoléonienne a profondément bouleversé les habitudes dans les pays de la Confédération du Rhin : celles des consommateurs – que l'on pense aux paroles de Marx sur le rôle joué par la pénurie de sucre et de café dans les guerres de délivrance de 1813 –, celles des négociants, celles des industriels. On remarquera, ensuite, qu'elle a fait des victimes : les consommateurs, en premier lieu, mais aussi certaines vieilles industries, telles celles de la toile, travaillant pour l'outre-mer qui ne devaient jamais retrouver leur splendeur passée. En revanche, elle a favorisé les progrès techniques dans les industries « jeunes », ainsi que l'accumulation de capitaux pour les investissements futurs. Enfin, elle a laissé des leçons pour l'avenir. Il était facile aux Allemands du Rheinbund de constater que l'économie des pays de la rive gauche du Rhin avait davantage profité que la leur des conditions favorables que constituait l'appartenance à un grand espace économique bien protégé par un sévère protectionnisme. Ils avaient pu apprécier les bienfaits du protectionnisme pour leur industrie, mais ils n'avaient pas bénéficié de l'appartenance à un grand marché national. La Confédération du Rhin ne constitua jamais une union douanière et elle resta à l'extérieur de l'espace douanier français. Un tarif protectionniste à l'abri duquel pouvait se constituer un vaste marché, ce sera le principe sur lequel reposera le Zollverein. Le hasard a voulu que le père spirituel de celui-ci, Friedrich List, fût un citoyen du Wurtemberg, l'un de ces états du Rheinbund dont l'industrie avait assez largement bénéficié de la politique économique napoléonienne.

⁵¹ Sur les progrès de l'industrie dans le Wurtemberg, voir *Wauschkuhn*, (comme n. 49).

Tableau I: Commerce licite entre la Grande-Bretagne et «l'Allemagne» évolution indiciaire (100 = 1799)

	importations «allemandes»	exportations «allemandes»
moyenne 1787-1789	21,1	14,0
1799	100,0	100,0
1800	145,9	83,4
1801	134,6	72,5
1802	123,1	42,3
1803	78,6	32,6
1804	17,5	16,8
1805	25,4	11,3
1806	86,3	48,2
1807	5,4	6,3
1808	23,6	2,8
1809	91,6	36,9
1810	33,1	68,8
1811	0,9	7,2
1812	3,0	4,3
moyenne 1800-1812	52,2	33,3

Etabli d'après *F. Crouzet*, (comme n. 15) 882, 885, 887, 889 et *M. Kutz*, (comme n. 6) 285, 294, 296. Par «Allemagne», les sources britanniques entendent tous les pays germaniques sauf la Prusse. Le présent tableau ne s'applique donc pas rigoureusement à la Confédération du Rhin.

Tableau II: Importations de «l'Allemagne» originaires de Grande-Bretagne et évolution indiciaire (1799 = 100)

	produits fabriqués	marchandises coloniales
1789	42,2	11,5
1799	100,0	100,0
1800	214,0	125,0
1801	?	?
1802	196,4	60,4
1803	121,5	39,8
1804	30,0	10,7
1805	34,8	14,2
1806	124,3	46,4
1807	3,3	4,3
1808	22,8	0,9
1809	82,8	8,8
1810	60,1	2,8
1811	1,0	0,2
1812	1,0	1,6
moyenne 1800-1812	74,3	26,2

Ce tableau appelle les mêmes remarques que le tableau I.

Tableau III: Valeur officielle des exportations de la Grande-Bretagne (milliers de livres et évolution indiciaire (100 = 1802)

	marchandises coloniales			produits fabriqués		
	a vers Europe du N. et du N.-W.	b vers «l'Alle- magne»	a-b	a vers Europe du N. et du N.-W.	b vers «l'Alle- magne»	a-b
1802	8269 (100,0)	4012 (100,0)	4257 (100,0)	5465 (100,0)	3993 (100,0)	1472 (100,0)
1803	5419 (65,5)	2642 (65,8)	2777 (65,2)	4693 (85,9)	2469 (72,8)	2224 (151,1)
1804	6771 (81,8)	714 (17,8)	6057 (142,3)	4745 (87,2)	621 (18,3)	4124 (280,2)
1805	5760 (69,5)	944 (23,5)	4816 (113,1)	5932 (108,5)	708 (20,9)	5224 (354,9)
1806	5122 (61,9)	3081 (76,8)	2041 (47,9)	3718 (68,3)	2527 (74,5)	1191 (80,9)
1807	5314 (64,3)	284 (7,1)	5030 (118,1)	2399 (43,9)	67 (2,0)	2332 (158,4)
1808	2846 (34,4)	60 (1,5)	2786 (65,4)	1494 (27,3)	463 (13,6)	1031 (70,0)
1809	8689 (105,1)	582 (14,5)	8107 (190,4)	4114 (75,2)	1684 (49,6)	2430 (165,1)
1810	4674 (56,5)	188 (4,7)	4486 (105,4)	5667 (103,7)	1221 (36,6)	4446 (302,0)
1811	871 (10,5)	16 (0,4)	855 (24,1)	751 (325,0)	20 (0,6)	731 (49,6)
1812	4657 (66,3)	108 (2,7)	4549 (106,9)	1232 (22,5)	21 (0,6)	1211 (82,3)
moyenne 1803-12	5012 (60,6)	862 (21,5)	4150 (97,5)	3474 (63,6)	980 (28,9)	2494 (169,4)

Dressé d'après *M. Kutz*, (comme n. 7) 539-541. Sur le sens à donner au mot «Allemagne», voir tableau I. La colonne a-b indique, très approximativement, ce qu'a pu être l'ampleur de la contrebande anglaise en direction de «l'Allemagne».

Tableau IV: Evolution des échanges commerciaux entre la France et les états du Rheinbund (en milliers de francs) et évolution indiciaire (100 = an VII)

	a exportation françaises vers le Rheinbund	b importations françaises du Rheinbund	solde en faveur de la France	rapport b/a (%)
moyenne 1787-1789	31 604	40,1	8 506	26,9
an VII	78 803	100,0	31 604	100,0
an VIII	70 165	89,0	41 079	130,0
an IX	73 896	93,8	47 013	148,8
an X	76 269	96,8	45 298	143,3
an XI	74 068	94,0	39 107	123,7
an XII	104 107	132,1	56 637	179,2
an XIII	108 330	137,5	70 994	224,6
1806	99 006*	125,6*	59 553*	188,4*
1807	99 465	126,2	59 405	173,7
1808	131 838	167,3	73 118	247,2
1809	115 618	146,7	90 666	286,9
1810	143 391	183,0	70 832	224,0
1811	120 428	152,8	78 504	332,6
1812	122 752	155,8	110 889	386,4
1813	77 409	98,6	76 648	261,3
moyenne an VIII-1813	101 195	128,5	65 695	208,5

Etabli d'après A.N.P. F 12/251.

* Estimation, les sources indiquent 126 132 milliers de francs pour les cents, jours de l'an XIV et pour 1805 aux exportations et 75 869 aux importations.

Tableau V: Composition des importations du Rheinbund originaires de France et évolution indiciaire (an VII = 100)

	subsistances		matières premières et métaux		produits fabriqués	
	%	indice	%	indice	%	indice
moyenne 1787-1789	15,5	26,3	4,0	9,2	79,3	33,9
an VII	16,2	100,0	12,8	100,0	70,3	100,0
an VIII	12,0	66,9	15,1	104,6	72,1	91,3
an IX	21,4	124,3	18,1	132,0	58,9	78,5
an X	16,8	102,7	17,8	134,7	59,3	81,5
an XI	14,6	89,2	18,6	136,8	54,4	72,8
an XII	14,7	121,2	13,7	141,3	61,5	115,6
an XIII	20,4	174,5	13,7	146,8	53,4	106,5
1806	23,2	181,3	20,2	198,6	50,9	91,0
1807	23,3	183,0	22,4	211,3	46,1	82,7
1808	23,2	241,1	15,6	203,9	53,2	126,5
1809	24,8	225,4	15,5	178,7	51,7	107,9
1810	16,0	178,8	14,7	203,3	61,0	158,0
1811	26,3	197,9	20,2	241,1	43,3	94,1
1812	22,3	185,3	20,3	247,6	45,8	101,4
1813	21,1	126,4	20,9	160,6	48,7	68,1
moyenne an VIII-1813	20,0	157,0	17,6	174,7	54,3	98,2

Etabli d'après A.N.P. F 12/251.

Tableau VI: Composition des exportations des états du Rheinbund à destination de la France et évolution indiciaire (an VII = 100)

	subsistances		matières premières et métaux		produits fabriqués	
	%	indice	%	indice	%	indice
moyenne 1787-1789	11,73	18,4	36,1	35,3	50,3	37,0
an VII	18,1	100,0	36,9	100,0	36,3	100,0
an VIII	16,5	117,6	59,9	136,4	22,2	79,6
an IX	12,0	98,1	57,3	313,8	21,2	87,2
an X	15,0	152,8	46,3	244,5	23,6	93,3
an XI	9,9	67,8	44,8	203,9	29,9	102,1
an XII	7,7	76,9	35,6	256,4	38,6	191,0
an XIII	6,3	77,1	43,9	362,4	37,4	231,6
1806	6,8	70,1	44,1	306,5	28,4	148,0
1807	6,2	59,3	44,8	286,5	21,8	104,6
1808	6,6	99,7	63,4	669,4	16,0	126,4
1809	8,5	114,5	51,4	467,0	21,9	149,3
1810	4,1	50,6	55,2	455,6	27,1	167,5
1811	6,4	116,8	48,8	549,3	20,4	187,9
1812	9,6	204,5	50,9	723,9	24,6	261,7
1813	8,0	114,9	52,3	503,5	28,5	206,2
moyenne an VIII-1813	8,8	101,5	49,9	391,4	25,8	152,5

Etabli d'après A.N.P. F 12/251.

Tableau VII: Balance du commerce des états du Rheinbund avec la France (milliers de francs) et taux de couverture des importations par les exportations.

	subsistances		matières premières et métaux		produits fabriqués	
moyenne 1787–1789	– 7 799	29,0%	+ 6 415	332,1%	– 14 575	19,2%
an VII	– 7 000	45,2%	+ 1 566	115,5%	– 43 945	20,7%
an VIII	– 1 721	79,6%	+ 13 663	232,1%	– 41 456	18,0%
an IX	– 9 625	35,6%	+ 13 604	201,0%	– 33 530	22,9%
an X	– 4 198	67,7%	+ 7 386	154,3%	– 34 483	23,7%
an XI	– 6 917	36,1%	+ 3 752	127,2%	– 28 620	29,0%
an XII	– 10 897	28,9%	+ 7 748	154,3%	– 42 172	34,0%
an XIII	– 17 650	20,2%	+ 16 293	209,9%	– 31 884	45,4%
an XIV–1806	– 18 944	17,6%	+ 6 259	131,2%	– 33 438	33,6%
1807	– 19 779	14,7%	+ 3 254	115,0%	– 33 824	26,2%
1808	– 23 978	21,6%	+ 19 589	195,1%	– 52 993	24,4%
1809	– 22 696	20,8%	+ 39 429	318,4%	– 45 292	24,2%
1810	– 20 141	12,7%	+ 18 080	185,9%	– 68 382	21,9%
1811	– 25 044	21,2%	+ 22 737	193,0%	– 30 584	41,3%
1812	– 15 671	49,9%	+ 3 742	248,5%	– 26 182	54,3%
1813	– 9 716	41,5%	+ 27 014	266,5%	– 4 224	69,7%
moyenne an VIII–1813	– 14 874	32,9%	+ 14 110	195,6%	– 36 218	33,4%

Etabli d'après A.N.P. F 12/251. Le signe + indique un solde positif (excédent) en faveur du Rheinbund; le signe – un solde négatif (déficit) à ses dépens.

Diskussion zum Referat von Roger Dufraise

Leiter: Wolfgang Zorn

Den Auftakt zu einer Reihe von Präzisierungswünschen an den Referenten bildete die Frage *Walter Demels*, ob wirtschaftliche Gründe für die Annexion der von Napoleon so betitelten „Illyrischen Provinzen“ ausschlaggebend gewesen wären. Der Diskussionsredner fand sich von *Roger Dufraise* in der Annahme bestätigt, daß die Vergrößerung des norditalienischen Verkehrs- und Handelsraumes um ehemals österreichische und bayerische Landesteile in Tirol und Kärnten vor allem der Baumwolleneinfuhr zugute kommen sollte, deren Transportwege (ab Triest, durch Südtirol und die Schweiz nach Frankreich) nach dem Frieden von Schönbrunn (1809) gesichert schienen.

Christof Dipper versuchte, den Gründen nachzugehen, warum Frankreich die Rheinbundstaaten wirtschaftlich vergleichsweise glimpflich behandelt habe, in Italien dagegen nachgerade despotisch vorgegangen sei. Seine Sichtweise, die die Unterschiede beider Länderkomplexe sowohl hinsichtlich ihrer politischen Struktur wie auch ihres wirtschaftlichen Standards in den Mittelpunkt stellte, ergänzte der Referent mit Hinweis auf die jeweiligen Absichten, die Napoleon mit seinen einzelnen Vasallenstaaten verfolgte. Gegenüber den Erläuterungen von *Roger Dufraise*, die – pars pro toto – die liberale Zollpolitik der Rheinbundstaaten vor Erlaß des Dekrets von Trianon und ihre daraus resultierenden Vorteile betonten, setzte *Eberhard Weis* andere Akzente. Er gebrauchte die Formel von den durch Frankreich nicht nur militärisch, sondern auch wirtschaftlich ausgebeuteten Rheinbundstaaten. Seine Beispiele bezogen sich auf Bayern: auf den von Napoleon boykottierten bayerischen Handelsvertrag mit Italien, auf unterbundene Salzverkäufe von Berchtesgaden aus in die Schweiz und auf verbotene Weintransporte zwischen Karlsruhe und München. Dies sowie die Fernwirkung, die die Aufstände in Spanien und Tirol zeitigten, führten nach *Weis* 1809/10 hier – wie im übrigen auch in den anderen Rheinbundstaaten, die über ähnliche Schikanen klagten – zu einem bedrohlich anwachsenden Sympathieverlust für Frankreich, der sich schließlich im Sommer 1810, als die Staaten des Rheinbundes rücksichtslos in das Kontinentalsystem eingebunden wurden, zu der bekannten antifranzösischen Haltung steigerte.

Die Schlüsselbegriffe Kontinentalsperre und Kontinentalsystem aufgreifend, zog *Wolfgang von Hippel* das Interesse der Diskussionsrunde auf deren mittel- und langfristige Folgen. Er betonte die Schwierigkeit, die ökonomischen Auswirkungen der napoleonischen Herrschaft einzuschätzen, weil man nicht sagen könne, wie die Entwicklung unter anderen Rahmenbedingungen verlaufen wäre. Jedenfalls sei damals der zivile Konsum zugunsten des militärischen Bedarfs stark eingeschränkt worden. Es stelle sich die Frage, ob nicht eine höhere zivile Konsumnachfrage die industriell-gewerbliche Entwicklung mindestens ebenso nachhaltig gefördert hätte. Besonders die Landwirtschaft als der damals noch größte Sektor müsse hierbei beachtet werden: Die Konsumfähigkeit der ländlichen Bevölkerung habe unter den Auswirkungen der

Kriege und des Kontinentalystems offensichtlich schwer gelitten. Dagegen sei für die wirtschaftliche Entwicklung die Bildung größerer Wirtschaftseinheiten durch die territoriale Flurbereinigung in Mitteleuropa längerfristig besonders bedeutsam geworden (Ausbau des Verkehrswesens, Vereinheitlichung von Münze, Maß, Gewicht u.ä. innerhalb der vergrößerten Einzelstaaten). Letztlich habe dies auch dem späteren wirtschaftlichen Zusammenschluß vorgearbeitet. *Roger Dufraisse* hob in seiner Antwort dazu hervor, daß der Einfluß napoleonischer Politik auf den landwirtschaftlichen Sektor ungleich schwieriger zu erfassen sei als der auf den industriell-gewerblichen Sektor. Zweifellos hätten die Landbewohner ebenso wie die Stadtbewohner unter den hohen Kosten für Kaffee, Zucker, Baumwollerzeugnisse und ähnliche Güter, die auf dem freien Markt nur schwer zu beziehen waren, gelitten. Auch habe der durch die Ausfuhrverbote ausgelöste Preissturz exportabhängige Gegenden (so etwa Mecklenburg und die Rheinlande in bezug auf den Getreide-, Sachsen in bezug auf den Wollexport) in besonderem Maße getroffen. Da die Mehrzahl der damaligen Bevölkerung auf dem Lande gelebt habe, könne man mit Recht davon ausgehen, daß die Opfer der napoleonischen Wirtschaftspolitik in der Hauptsache ländlichen Bevölkerungsschichten entstammten.

Manfred Botzenhart pflichtete der Ansicht von Hippiels bei, daß langfristige, in die Zeit des Vormärz reichende Untersuchungen über wirtschaftliche und soziokulturelle Veränderungen zu den vorrangigsten Postulaten zählten. Er wies darauf hin, daß, obwohl nach 1815 sich die europäischen Handelsbeziehungen wieder zu normalisieren begannen und England den Kontinent mit Waren überschwemmte, ehemals unter Schutzzoll stehende Länder erneut von Krisen geschüttelt wurden.

Auf die die Kontinentalperre auslösenden Beweggründe ging im Anschluß daran *Jean Tulard* des Näheren ein. Er warnte davor, in der napoleonischen Wirtschaftspolitik etwas durchaus Originales sehen zu wollen und hob die Kontinuität hervor, die zurück in die Ära des Direktoriums reiche. Mit seinen beiden Maximen: 1. der wirtschaftlichen (und in Konsequenz davon der politischen) Ausschaltung Englands und 2. der Dominanz über die Märkte der alliierten Staaten habe Frankreich gleichwohl zu jeder Zeit irrealer Ziele verfolgt. Die Kontinentalperre habe sich für England keineswegs so katastrophal ausgewirkt wie beabsichtigt. Technisches know how, überseeische Absatzmärkte und eine geschickte Währungspolitik hätten sich lange Zeit als rettende Anker erwiesen. Der bis 1810 blühende Schmuggel habe sogar zu Produktions- und Absatzsteigerungen geführt. Der Referent schloß sich mit dem Bemerkens an, daß dank dieses florierenden illegalen Warenaustausches auch einzelne deutsche Häfen, wie Varel oder Rostock, die Nachteile der Blockade kaum spürten. 1809/10 habe sich dies freilich grundlegend geändert. Nicht nur, daß infolge der verschärften Zollbeschränkungen der organisierte Schmuggel zunehmend zum Erliegen kam, es nisteten sich in Rostock auch französische Korsaren ein, die Schiffe verschiedenster Nationalität mit englischer Handelsware attackierten. Von *Helmuth Berding* über deren Vorgehen befragt, erläuterte der Referent unter Hinweis auf vorhandenes Aktenmaterial die Angriffsweise der Franzosen, die bei ihren Überfällen zwischen Juni 1809 und Dezember 1813 immerhin so erfolgreich waren, daß sie 66 Schiffe (davon allein 13 am 11. Oktober 1813) aufbrachten.

Werner Schuberts Ausführungen über die Rezeption des französischen Handelsrechtes in Deutschland berührten nach den so ausführlich geschilderten überwiegend negativen Seiten des Kontinentalsystems erneut dessen positive. *Schubert* machte auf das preußische Aktiengesetz von 1838 aufmerksam, das deutlich Züge des französischen Handelsrechtes trage, und er erwähnte die Einführung von Handelsgerichten, die als kompetente und effektiv arbeitende Instanzen von deutschen Kaufleuten uneingeschränkt begrüßt wurden. In Beantwortung der Frage, ob die französische Regierung von sich aus etwas getan habe, um französischen Gewerbetreibenden den Handel mit deutschen Geschäftspartnern zu erleichtern, unterstrich der Referent das ausgeprägt protektionistische Verhalten Frankreichs, das selbst föderierten Staaten wie Berg oder Württemberg die Aufhebung der Zollgrenzen abgeschlagen und auch sonst alle Initiativen, die in Richtung Freihandel gingen, im Keim erstickt habe.